

# La gauche à quitte ou double

---

Par Christophe Ventura

L'aggravation de la crise économique, monétaire, politique et démocratique que connaît l'Union européenne (UE) et ses pays membres depuis 2008 (année de la faillite de la banque Lehman Brothers et de l'adoption, en Europe, du traité de Lisbonne) a amené les forces de la gauche de transformation sociale et les mouvements sociaux européens à intensifier et approfondir leurs débats politiques et stratégiques sur l'avenir de l'UE.

Ce débat s'était initialement construit au sein de l'association Attac dans la foulée de la campagne victorieuse contre le traité constitutionnel européen (TCE) de 2005. Sa « Commission Europe » regroupait alors, entre 2004 et 2010, l'ensemble des acteurs et des sensibilités qui continuent d'animer aujourd'hui, au travers de diverses organisations du mouvement social et altermondialiste, de forces syndicales, d'ONG et de partis politiques français – notamment ceux qui constituent le Front de gauche –, la bataille pour l'hégémonie sur les questions européennes au sein de cet espace politique et social pluriel.

En 2009, Attac publiait un ouvrage intitulé *L'Europe à quitte ou double*<sup>1</sup> dans lequel étaient identifiés les points d'accords et de désaccords au sein de la gauche et du mouvement altermondialiste. Pour certains, il fallait « réorienter radicalement l'UE » dans une perspective idéalement plus fédéraliste, sociale et écologique sur la base « d'un nouveau texte fondateur européen ». Dans ce schéma, il était indiqué que « les principes que nous devons faire inscrire dans un texte de refondation de l'Union dépendront (...) des rapports de force que nous serons capables de construire à l'échelle européenne ». Et de conclure : « Si sortir de l'Union de son carcan libéral s'avérait impossible dans un temps raisonnable parce que les mouvements sociaux seraient insuffisants, il conviendrait de nouer des coopérations renforcées par domaines entre certains pays, au lieu d'envisager de claquer la porte ». D'autres, dont l'auteur de ces lignes, remarquaient qu'« au nom de la solidarité et de l'amitié entre les peuples, beaucoup souhaitent voir l'UE évoluer vers plus de fédéralisme, allant jusqu'à considérer les Etats-nations comme une survivance du passé ». Ils s'engageaient en faveur « d'une crise salutaire » fondée sur l'application d'une stratégie de « la politique de la chaise vide » et pour des ruptures partielles unilatérales avec les traités européens qui n'écartent pas, « en dernier recours », la possibilité de se retirer de l'UE « dans la perspective de création d'un autre dispositif européen sur des bases résolument différentes ».

Aujourd'hui, les termes essentiels de ce débat sont restés relativement identiques mais ils se sont cristallisés, à la faveur de la crise de la monnaie unique européenne, autour d'une nouvelle question : « L'euro, en sortir ou pas ? Construire un « bon euro », un « euro des

---

<sup>1</sup> Attac (sous la direction de Jean Tosti), *L'Europe à quitte ou double*, Editions Syllepse, Paris, 2009.

peuples » ? ». Au cours de cette nouvelle séquence 2010-2014, la gauche et les mouvements sociaux ont intégré l'évolution de la situation générale dans les paramètres de leurs réflexions<sup>2</sup>. Cette situation est caractérisée, sur le plan social, par une détérioration générale accrue sous les coups de butoirs des politiques d'austérité et du mal nommé Pacte de stabilité et de croissance. Sur le plan politique, nos sociétés sont frappées par une montée inquiétante et constante des nouvelles formations d'extrême-droite<sup>3</sup> dans un contexte d'abstention croissante aux élections nationales européennes. Enfin, elles voient grandir en leur sein un sentiment de rejet de l'hégémonie allemande à mesure que se renforce le poids d'une lourde contradiction inhérente au projet européen – et à l'UE dans sa forme actuelle – qui ne trouve pas de résolution dialectique. En effet, ce projet initialement bâti, en partie, pour neutraliser l'Allemagne après la seconde guerre mondiale par le développement d'interdépendances économiques entre les autres puissances européennes – notamment la France – et ce pays, a donné naissance à un cadre normatif qui a durablement permis de construire avec lui une relation basée sur des règles pacifiques. Perdre un tel cadre comporterait indéniablement le risque de laisser l'Allemagne seule dans un rapport d'hégémonie économique et financière sans règles avec le reste des puissances européennes. Mais, dans le même temps, conserver ce cadre – cette « machine à punir »<sup>4</sup> – revient à soumettre tous les pays européens au plus fort d'entre eux.

De leur côté, les forces de la transformation n'ont pas pesé sur les politiques des gouvernements et de l'UE, ni fait frémir les oligarchies financières malgré leurs actions – parfois couronnées de victoires sectorielles – et la poussée de nouveaux mouvements citoyens significatifs depuis 2011 dans plusieurs pays européens de la périphérie continentale au Sud et dans les Balkans. Peu à peu, le principe de réalité s'est rappelé à tous les acteurs politiques et sociaux. Désormais, l'option d'un fédéralisme démocratique et solidaire en matière d'avenir européen n'est plus retenue comme un horizon réaliste et envisageable. La « désobéissance » aux traités européens « pour refonder l'Europe » s'impose comme le nouveau consensus de la gauche de transformation. Il faut s'en réjouir. C'est une avancée collective. Désormais, l'idée d'en passer par des ruptures nationales unilatérales n'est plus, par principe, taboue – elle est même plébiscitée – pourvu que, selon le point de vue majoritaire actuellement en vigueur au sein de la gauche de transformation, cela se réalise dans une perspective coopérative, « *en ce sens [que de telles mesures unilatérales] ne [soient] dirigées contre aucun pays, contrairement aux dévaluations*

---

<sup>2</sup> Pour sa part, l'auteur a contribué dans ce contexte à la conception du document stratégique du Parti de gauche sur l'euro, « Résolution du Parti de gauche sur l'euro » (<http://www.jean-luc-melenchon.fr/arguments/resolution-du-parti-de-gauche-sur-l%E2%80%99euro>).

<sup>3</sup> Sur ce sujet, lire Ignacio Ramonet, « Pourquoi l'extrême droite monte-t-elle en Europe ? », Mémoire des luttes, mai 2014 (<http://www.medelu.org/Pourquoi-l-extreme-droite-monte-t>).

<sup>4</sup> Serge Halimi, « La machine à punir », *Le Monde diplomatique*, mai 2014.

*compétitives, mais contre une logique économique et politique, et que plus le nombre de pays les adoptant est important, plus leur efficacité grandit »<sup>5</sup>.*

Mais cette avancée laisse entières toutes les interrogations initiales et en particulier la première d'entre elles : est-il possible de réformer radicalement, dans un sens progressiste, l'Union européenne ? Et si oui, par quels moyens et avec quelles forces sociales et politiques imposer de telles transformations aux Etats et aux institutions européennes ? Au sein de la gauche de transformation et des mouvements sociaux, certains suggèrent des plans de sortie – monnaie commune – qui redonneraient du pouvoir aux souverainetés nationales dans l'architecture des pouvoirs européens mais dont il n'y a aucune raison de penser qu'ils retiendront demain l'intérêt des mêmes gouvernements austéritaires (qu'ils soient sociaux-démocrates, conservateurs ou les deux à la fois) qui asphyxient aujourd'hui les sociétés européennes. D'autres considèrent impossible toute refonte. Selon eux, il convient d'envisager des scénarios de « sortie sèche » de l'euro, voire de l'UE, l'une menant assez logiquement et rapidement à l'autre. D'autres encore préconisent une stratégie de désobéissance coopérative aux traités européens qui fondent l'UE et l'euro pour précisément refonder l'Europe. De fait, en pratique, un tel projet ne pourrait se satisfaire de ruptures légères et sélectives qui épargneraient l'architecture... de l'UE. Portée par une fraction de la gauche de transformation soucieuse d'éviter les risques politiques immédiats posés par une « sortie sèche » et de conserver l'unité du projet européen, cette stratégie exigerait pourtant de ceux qui la conduiraient qu'ils mettent en pièce, comme leurs propositions politiques et économiques l'indiquent, tout l'appareillage européen (traités, directives, institutions, libertés fondamentales, etc.). Y parviendraient-ils dans des conditions plus favorables ?

En réalité, toutes ces options trahissent une même fragilité. Tous ces projets pourraient former les faces multiples d'un même objet : l'impuissance de la gauche. S'ils exigent, pour réussir, de réduire en charpie tout ce qui constitue l'UE jusqu'à ce qu'il n'en reste quasiment rien, chacun de ces programmes et de leurs mesures économiques complémentaires visant à dompter les forces financières nécessitent l'action résolue d'un gouvernement de gauche, ou de plusieurs coordonnés et interactifs à l'échelle européenne, poussés par de puissants mouvements populaires insurgés civiquement dans le cadre d'une stratégie qui emprunterait presque aux principes d'un « foquisme » revisité. Chacune de ces stratégies requiert, en réalité, le même présupposé. Qu'elles interviennent dans un cadre national ou dans le champs européen, leur matérialisation ne peut reposer que sur l'existence de forces sociales puissantes et disponibles, mobilisées autour d'un combat social et d'une volonté politique s'assignant pour objectif la conquête du pouvoir d'Etat. Ce dernier point implique, en outre, le dépassement, au sein des mouvements sociaux, d'une approche apolitique – « bon enfant » selon le mot de l'historien britannique Perry Anderson – de la contestation au capitalisme.

---

<sup>5</sup> Attac, La Fondation Copernic, *Que faire de l'Europe ? Désobéir pour reconstruire*, Editions Les liens qui libèrent, Paris, 2014.

Ces conditions ne sont pas impossibles à réunir. Et même, elles émergent parfois. Mais historiquement, elles sont toujours le fruit de situations extraordinaires dans lesquelles une violence inouïe, souvent extérieure par le fait des guerres, ou intérieure par celui de l'explosion de situations insurrectionnelles ou révolutionnaires avancées, s'abat sur les sociétés et engendre un effondrement brutal des systèmes politiques et sociaux. Il n'y a pas de Révolution bolchévique sans premier conflit mondial, pas de Vietnam sans intervention militaire des Etats-Unis, pas de Hugo Chavez sans « Caracazo » en 1989, pas de Rafael Correa en Equateur ou de Evo Morales en Bolivie sans implosion d'un système institutionnel et politique intérieur en état de pourrissement avancé et sans maltraitance extérieure parallèle (étranglement de la dette et des Plans d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale).

Force est de constater que le schéma actuel n'est pas tout à fait celui-ci. La crise européenne et au-delà, celle du système-monde, est bien ouverte et produit de nombreuses violences sociales et démocratiques chaque jour plus dramatiques. Pour autant, elle revêt une forme différente des crises précédentes en ce sens qu'elle n'induit pas, en Europe, un effondrement généralisé. Elle se répand en râpant lentement les structures des Etats sociaux dans une temporalité élastique et avec une intensité différente selon les pays et leurs histoires sociales et politiques. Les pays « périphériques » du Sud et de l'Europe orientale sont durement attaqués, ceux du centre du système de pouvoir européen le sont également, mais dans une moindre mesure. Et dès que les turbulences financières sont trop fortes pour l'ensemble du dispositif, les classes dominantes n'hésitent pas à user de toutes les mesures – même « non conventionnelles » – pour éviter le pire. Elles aussi ont retenu certaines leçons de l'histoire... de leur propre lutte contre la classe ouvrière.

Face à cette situation, la gauche et les mouvements sociaux ne disposent pas d'un capital (forces sociales puissantes et disponibles pour incarner leurs idées, offre d'un récit alternatif mobilisateur pour la société), ni d'un cadre – qu'il soit national ou européen – sur lesquels s'appuyer pour enfoncer un coin dans ce système. De plus, ils doivent lutter contre une extrême-droite qui capte une part significative de la contestation populaire au système qui accepte encore de s'exprimer par le biais des élections.

Dans ces conditions, stratégies de sortie de l'euro ou de désobéissance coopérative progressistes doivent être évaluées à l'aune de ce qu'elles représentent vraiment. Elles constituent bien des leviers de mobilisation politique interne à la gauche de transformation, mais ne forment pas des perspectives politiques mobilisables – d'un point de vue progressiste – pour régler les problèmes concrets des peuples européens. En réalité, il convient de considérer une hypothèse: la gauche et les mouvements sociaux ne sont pas actuellement en mesure de résoudre cette situation historique que constitue la crise de l'Europe. Ils pourront contribuer à des luttes défensives, au cas par cas, et fonder des alliances sectorielles et temporaires avec d'autres mouvements et organisations de tel ou tel pays lorsque l'un et l'autre (ou les uns et les autres) seront touchés par le même type d'attaque néolibérale à tel moment donné. La construction de ces solidarités s'inscrira alors sur le long terme en l'absence d'un craquement net des structures du système lui-même, s'il

intervient. Car une singularité de la crise actuelle pourrait-êtr e qu'elle s'installe dans une séquence longue, provoquant des dégradations et des convulsions permanentes sans pour autant créer des situations de contradictions ingérables pour le système. Elle imposerait alors à la gauche de transformation et aux mouvements sociaux un enlisement qui accentuerait graduellement la profondeur des problèmes démocratiques et sociaux nationaux et qui organiserait les conditions d'une guerre de position en lieu et place d'une guerre de mouvement qui leur serait pourtant plus favorable en l'absence de l'existence d'un mouvement social européen présent dans tous les pays et unifié.

La période se caractérise par le fait que la gauche de transformation n'a pas la main sur son destin. Une partie de ce dernier se jouera pourtant lors des élections au Parlement européen qui se tiendront du 22 au 25 mai dans toute l'Europe. Elle soumettra alors au suffrage son projet d'une « refondation de l'Europe » et jouera sa crédibilité à quitte ou double.